

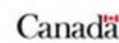
Budget de la Défense : le Canada gaspillera 8,1 milliards de dollars de plus dans les cinq prochaines années, 73 milliards de dollars au cours des 20 prochaines années. L'annexe 1 reproduit le document de la Défense reçu par les APLP (avec nos remarques en rouge).

Par Tamara Lorincz, et Pierre Jasmin, secrétaire général des Artistes pour la Paix – 9 avril

La paix et la solidarité internationale



Une initiative de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale.
Pour en savoir plus : aqoci.qc.ca/sdi



Réaction au budget canadien par notre alliée Tamara Lorincz –

Traduction et ajouts en rouge de Pierre Jasmin

Bonjour à toustes,

Aujourd'hui, le gouvernement Trudeau a annoncé une augmentation massive des dépenses militaires et des programmes d'armes à forte intensité de carbone dans le cadre de la nouvelle mise à jour de la défense du Canada intitulée **Notre Nord, fort et libre**. Ce rapport est présenté à la fois par le ministre canadien de la Défense, Bill Blair, ET par la ministre des Affaires étrangères, Mélanie Joly, selon les premières pages de la mise à jour sur la défense. **La politique de défense du Canada constitue donc de facto notre politique étrangère.**

Le gouvernement fédéral dépensera 9 milliards de dollars supplémentaires pour fabriquer davantage d'armes et de munitions, 18,4 milliards de dollars pour les hélicoptères d'attaque, 2,8 milliards de dollars pour la cyberguerre, 2,7 milliards de dollars pour les missiles, 9 milliards de dollars pour les flottes navales, davantage d'artillerie, de chars de combat, de véhicules blindés et de drones d'attaque, en particulier en vue d'une nouvelle militarisation de l'Arctique et des océans. **Honteusement, le Premier ministre a expliqué que le gouvernement augmentera les dépenses militaires de 73 milliards de dollars sur 20 ans, ce qui sera inclus dans le prochain budget 2024 qui sera publié le mardi 16 avril – et ce, en plein milieu d'une urgence climatique et d'une crise de pauvreté aigüe.**

Depuis l'Accord de Paris des Nations-Unies 2015, les dépenses militaires annuelles du Canada ont déjà augmenté de 95 % pour atteindre 39 milliards de dollars par an, soit 1,3 % du PIB. Désormais, nos dépenses militaires atteindront 1,7 % du PIB, soit environ 50 milliards de dollars par an. Voir à la page 6 du rapport sur les dépenses de défense de l'OTAN, les dépenses militaires du Canada :

https://www.nato.int/nato_static_fl2014/assets/pdf/2023/7/pdf/230707-def-exp-2023-fr.pdf

Le Canada se classe au 14e rang mondial pour ses dépenses militaires qui augmentent considérablement : non productives, dommageables pour l'environnement, à forte intensité de carbone et provoquant une dangereuse course aux armements.

***Toutes ces dépenses militaires signifient moins de fonds publics pour l'adaptation climatique, les soins de santé, l'éducation, le transport en commun, le logement abordable et la réconciliation autochtone.**

Le Canada dépense 1 milliard de dollars pour l'adaptation climatique, mais vient d'annoncer 4 milliards de dollars supplémentaires cette année pour la guerre en Ukraine et n'a aucun plan pour y mettre fin. Grâce à la nouvelle mise à jour de la défense, la réponse du Canada au changement climatique devient de plus en plus militarisée – nous n'avons pas besoin de soldats entraînés au combat pour faire face à des événements météorologiques extrêmes. **Nous avons plutôt besoin d'une réponse d'urgence non militarisée et de pompiers de forêt formés, de mesures d'adaptation au climat, de refroidissement, de bâtiments écologiques, d'emplois verts, de développement des énergies renouvelables, de transports en commun étendus, etc.**

Le militarisme accéléré du Canada est motivé par notre appartenance à l'OTAN et notre partenariat de défense avec les États-Unis. Le militarisme de l'annonce fédérale en matière de défense exacerbera la dégradation du climat et sonne le glas d'une décarbonation rapide pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris (GIECC) et ceux de développement durable.

Cyniquement, il y a deux semaines, *Affaires mondiales Canada* a publié son nouveau Plan d'action national pour les femmes, la paix et la sécurité 2023-2029, sans AUCUNE consultation publique avec les groupes de femmes et AUCUN budget alloué. Voir « Fondements pour la paix : Plan d'action national du Canada pour les femmes, la paix et la sécurité - 2023 à 2029 » : <https://www.international.gc.ca/transparency-transparence/assets/pdfs/women-peace-security-femmes-paix-securite/2023-2029-foundation-peace-fondation-paix-en.pdf>

***Rien de ce que le gouvernement canadien fait dans le monde n'est conforme au programme d'ONU Femmes, Paix et Sécurité et ne crée une base pour la paix. Le Canada a contribué à renverser les gouvernements démocratiques d'Haïti en 2004 et d'Ukraine en 2014, entraînant chaos et violences ; malgré ses intentions de paix, notre pays a aidé à bombarder la Syrie et l'Irak de 2014 à 2016, la Libye en 2011, a participé à une mission sanglante de combat en Afghanistan jusqu'en 2014, a exporté des armes en Arabie Saoudite, au Bahreïn, au Pérou, en Ukraine et en Israël, en prolongeant ainsi des conflits violents et en soutenant un horrible génocide à Gaza.**

Pire encore, l'armée canadienne ne fait PLUS de maintien de la paix. Le Canada occupe actuellement le 69e rang avec seulement 47 policiers de maintien de la paix participant aux opérations de soutien de la paix de l'ONU. Consultez le dernier rapport sur la contribution des troupes et de la police aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies ici : https://peacekeeping.un.org/sites/default/files/02_country_ranking_68_november_2023_revision_1.pdf

Guy A. Lepage répéta deux fois à la télévision de Radio-Canada à Mélanie Joly le 7 avril la critique de l'ex-général Roméo Dallaire à ce sujet : « **Canada grand paroleur, petit faiseur** ». Le 30^e anniversaire du génocide rwandais voit le professeur de l'UQAM Bernard Duhaime mandaté par l'ONU pour faire la lumière, aidé par les reportages de Sophie Langlois (R-C).



Photo 2007 de Roméo Dallaire entouré de la famille de Pierre Jasmin portant la médaille de paix du prix Nobel attribué à Josef Rotblat et à l'organisme Pugwash. On le dit aujourd'hui heureux, divorcé, nouvellement amoureux, et résidant des environs de Kamouraska au Québec, loin d'Ottawa et du Parti Libéral.

Le Canada investit peu ou pas d'argent dans la diplomatie ou dans la consolidation de la paix pour mettre fin aux conflits. Il ressort clairement de cette nouvelle mise à jour en matière de défense que le Canada se prépare dangereusement à une guerre avec la Russie et la Chine et risque ainsi une escalade nucléaire sur une planète qui se réchauffe rapidement.

Veuillez contacter votre député pour lui dire que vous êtes opposéE à la nouvelle politique de défense du Canada *Notre Nord, fort et libre* et que vous voulez que le Canada se retire de l'OTAN et de ses guerres et investisse dans la paix, l'action climatique et la sécurité humaine.

Si nous voulons entretenir tout espoir climatique, nous avons besoin de démilitarisation et de désarmement pour la décarbonisation. Nous devons de toute urgence faire la paix avec tous les pays, y compris l'Ukraine, la Palestine, la Russie, la Chine, l'Iran, la Corée du Nord, le Venezuela, le Nicaragua, etc., pour coopérer à résoudre l'urgence climatique et la crise de la pauvreté, en particulier pour le logement.

Porte-parole du FRAPRU, Véronique Laflamme réclame l'accès au logement défini par l'ONU comme « le droit à un lieu où l'on puisse vivre en sécurité, dans la paix et dans la dignité. »



Enfin, rejoignez-nous le 28 mai à Ottawa pour la « Caravane de la paix à Ottawa » : <https://wilpfcanada.ca/> et les 29 et 30 mai pour fermer la plus grande foire aux armes en Amérique du Nord, CANSEC : <https://worldbeyondwar.org/cansec/>



2015 - dernière manif anti-CANSEC à Ottawa par les APLP, avec Izabella Marengo et Pierre J.

Tamara Lorincz

Doctorante à la Balsillie School of International Affairs, Wilfrid Laurier University:

<https://www.balsillieschool.ca/tamara-lorincz/>

Canadian Voices of Women for Peace: www.vowpeace.org

WILPF-Canada: www.wilpfcanada.ca

Elle nous avait magnifiquement représentés à Dubaï à la COP28 en novembre dernier, avec l'article retentissant que nous avons publié dans la presse internationale *Pressenza.com* :

<https://www.pressenza.com/fr/2023/11/cop28-dubai-declaration-du-reseau-canadien-justice-paix-sur-la-justice-climatique/>

Nos médias mainstream ignorent l'alarmant militarisme sous-jacent à la publication ci-dessous : par exemple édifiant, le *Devoir* du 9 avril titre *le Canada n'atteindra pas les 2% en dépenses militaires demandés par l'OTAN...*

Annexe 1 Une déclaration du Ministère canadien de la Défense:

Notre Nord, fort et libre : Une vision renouvelée pour la défense du Canada

Aujourd'hui, le premier ministre Justin Trudeau et le ministre de la Défense Bill Blair ont publié *Notre Nord, fort et libre* : Une vision renouvelée pour la défense du Canada, une mise à jour de la politique de défense en réaction aux importants bouleversements mondiaux dont nous avons été témoins depuis l'annonce de la politique globale de défense Protection, Sécurité, Engagement en 2017. Il s'agit d'un investissement pour le Canada et la population canadienne, de même que pour la défense de nos valeurs communes, de notre sécurité et de notre souveraineté.

La tâche la plus importante et la plus urgente qui nous incombe est de protéger la souveraineté du Canada dans les régions de l'Arctique et du Nord, où l'évolution de l'environnement géopolitique et des paysages naturels a créé de nouvelles menaces pour le Canada et sa population. Pour ce faire, nous devons améliorer nos capacités de défense continentale pour dissuader les menaces, ou les vaincre au besoin.

Aujourd'hui, le premier ministre et le ministre Blair ont annoncé la vision du Canada et son plan pour défendre les Canadiens et Canadiennes dans ce nouveau contexte mondial. La nouvelle politique de défense vise deux principaux objectifs : renforcer les fondements des FAC et acquérir des capacités pour contrer de nouvelles menaces.

Afin de concrétiser la vision renouvelée pour la défense énoncée dans la politique, nous devons fournir aux membres des Forces armées canadiennes (FAC) les outils, l'équipement et la formation nécessaires pour assurer la sécurité des Canadiens et des Canadiennes dans un monde de plus en plus imprévisible, ainsi que les soutenir sur leur propre territoire.

Les nouveaux investissements décrits dans *Notre Nord, fort et libre* garantiront que le Canada concrétise cette vision. Les investissements en défense prévus dans le budget de 2024 devraient permettre de porter les dépenses du Canada en matière de défense à 1,76 % de notre PIB d'ici 2029-2030, ce qui constitue une étape importante dans le cadre des efforts que nous déployons pour atteindre 2 % du PIB, et ainsi respecter l'engagement que nous avons pris envers l'OTAN au sommet de Vilnius en 2023. Les initiatives énoncées dans la politique de défense mettront aussi le Canada sur la voie de dépasser l'objectif de l'OTAN visant à consacrer 20 % du budget de la Défense aux dépenses d'équipement de grande envergure.

Le Canada investira 8,1 milliards de dollars ans dans les cinq prochaines années, ainsi que 73 milliards de dollars au cours des 20 prochaines années, dans les six grands thèmes suivants de la défense nationale :

- 1- soutenir notre personnel;
- 2- renforcer nos fondements (qu'ossé?);
- 3- construire une base industrielle innovante;
- 4- défendre le Canada;
- 5- défendre l'Amérique du Nord;
- 6- défendre les valeurs et les intérêts du Canada dans le monde.

Soutenir notre personnel, les membres des FAC et leurs familles

Les APLP seraient plutôt d'accord sur les quatre petits points suivants:

295 millions de dollars sur 20 ans pour mettre en place une stratégie de logement pour les FAC, construire de nouveaux logements et rénover les logements existants afin que les membres des FAC bénéficient de logements sécuritaires et abordables là où eux et leurs familles sont affectés.

497 millions de dollars sur 20 ans pour accélérer le développement d'une plateforme de dossiers médicaux électroniques qui améliore la continuité des soins des militaires se déplaçant d'une province ou d'un territoire à l'autre.

100 millions de dollars sur cinq ans pour améliorer l'accès à des services de garde d'enfants pour le personnel des FAC dans toutes les bases au Canada.

Une réforme des politiques de gestion du personnel se penchera sur l'ajustement des politiques relatives à la solde et aux avantages sociaux du personnel, aux politiques en matière de ressources humaines, aux congés et à d'autres mesures visant à favoriser l'équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée pour les militaires. Le cadre actuel a été mis en place il y a plusieurs décennies et ne répond pas aux attentes et aux réalités des militaires d'aujourd'hui. **Comment le Ministère de la défense réussira-t-il à changer une armée qui fait la risée du monde entier avec le nombre effarant de vieux militaires, tous nommés généraux au sommet de l'échelle salariale, et qui en outre adoptent les stratégies vétustes des guerres qu'ils ont connues, sans tenir compte des innovations (drones, etc.) ?**

Renforcer nos fondements (sic!! Des dépenses mal ciblées dans les 2 prochaines pages!)

Maintien et renouvellement de l'infrastructure de la Défense nationale

Un investissement de 10,2 milliards de dollars sur 20 ans dans les infrastructures actuelles et futures pour soutenir le rythme que dictent l'entraînement, des opérations et des activités militaires quotidiennes. Il s'agira notamment d'effectuer l'entretien et la réparation continus des biens, ainsi que l'amélioration d'installations militaires comme les jetées et les pistes d'atterrissage.

Capacité civile

1,8 milliard de dollars sur 20 ans pour accroître le nombre de spécialistes civils œuvrant dans des domaines prioritaires afin d'accélérer et d'améliorer l'achat de nouvel équipement, le recrutement et la formation de nouveaux soldats et la mise à niveau de notre infrastructure, entre autres.

Construire une base industrielle innovante en matière de défense

Maintenir l'équipement militaire

9,0 milliards de dollars sur 20 ans pour maintenir l'équipement militaire dans le cadre du Programme national d'approvisionnement afin de garantir que les FAC continuent de

bénéficiaire de mises à niveau essentielles pour conserver leur capacité à se déployer dans le cadre des opérations.

Approvisionnement et production de munitions

9,5 milliards de dollars sur 20 ans pour accélérer la mise en place d'une nouvelle capacité de production de munitions d'artillerie au Canada et investir dans des sources d'approvisionnement stratégique de munitions. Il devient de plus en plus difficile d'acquérir ces munitions à l'étranger, et cette capacité de production contribuera à répondre aux besoins du Canada et de nos plus proches alliés sur ce plan, tout en créant des emplois spécialisés à long terme pour les travailleurs canadiens et en entraînant des retombées économiques pour les communautés canadiennes. Les FAC établiront aussi une plus grande réserve stratégique de munitions tactiquement décisives. Le Canada a besoin de stocks de munitions suffisants pour respecter ses engagements en matière de défense et de sécurité en cas de crise ou de conflit, et l'industrie a besoin de clarté de la part du gouvernement concernant les acquisitions futures pour mettre en place des chaînes de production. Cette ligne de production permettra aussi de regarnir les stocks de munitions des FAC après les dons faits à l'Ukraine.

Fonds d'innovation de l'OTAN

107 millions de dollars sur 20 ans pour la participation du Canada au nouveau *Fonds d'innovation de l'OTAN*, qui offrira des sources de financement supplémentaires à des entrepreneurs canadiens novateurs. Il s'agit là du premier fonds de capital-risque multi-souverain axé sur la défense au monde, qui investit dans de jeunes entreprises développant des technologies à double usage, émergentes et de rupture, essentielles à notre défense.

Défendre le Canada

Capteurs maritimes spécialisés

1,4 milliard de dollars sur 20 ans pour l'acquisition de capteurs maritimes spécialisés afin de surveiller les océans. Ils serviront à surveiller les approches maritimes du Canada, y compris dans l'Arctique et le Nord, et constitueront un élément essentiel de la capacité des FAC à défendre le Canada contre une gamme croissante et sophistiquée de menaces sous-marines, y compris les missiles lancés par des navires, les systèmes sous-marins, les navires et les sous-marins.

Station terrestre de satellite

222 millions de dollars sur 20 ans pour la construction d'une nouvelle station terrestre de satellite dans l'Arctique. Cette station améliorera notre capacité à détecter et à prévenir les activités malveillantes (combien furent répertoriées dans les cinquante dernières années???), ainsi qu'à y réagir. Elle nous permettra aussi de communiquer rapidement ces menaces à nos partenaires de confiance.

Hélicoptères tactiques

18,4 milliards de dollars sur 20 ans pour l'acquisition d'hélicoptères tactiques plus modernes, mobiles et efficaces procurant aux FAC la vitesse et la capacité de transport aérien nécessaires pour affirmer la souveraineté du Canada et répondre aux catastrophes naturelles et aux situations d'urgence sur l'ensemble du territoire

Carrefours de soutien opérationnel du Nord

218 millions de dollars sur 20 ans pour établir des carrefours de soutien opérationnel du Nord qui permettront d'assurer la souveraineté canadienne en établissant une présence militaire plus importante tout au long de l'année dans l'Arctique et dans le Nord et en investissant dans une infrastructure polyvalente qui répond aussi aux besoins des administrations territoriales, des peuples autochtones et des communautés nordiques.

Améliorer le renseignement (possiblement très utile) et les cyberopérations du Canada (possiblement très nocives).

2,8 milliards de dollars sur 20 ans pour mettre sur pied, en collaboration avec le *Centre de la sécurité des télécommunications*, une capacité canadienne interarmées en matière de cyberopérations, qui intégrera les forces propres à chaque organisation pour créer une équipe unie qui mènera des cyberopérations actives pour protéger les intérêts des Canadiens.

Renouvellement et expansion de la flotte de sous-marins (absurde concession à des dinosaures qui n'avaient pas apprécié la coupure par Mulroney des sous-marins nucléaires suite aux demandes d'Antonine Maillet, la co-présidente d'honneur des APLP en 1988).

Nous étudierons les possibilités de renouvellement et d'expansion de notre flotte de sous-marins pour que la Marine royale canadienne continue d'agir comme élément de dissuasion sur les trois côtes grâce aux sous-marins à propulsion classique capables de naviguer sous la glace.

Véhicules tout-terrain pour la mobilité dans l'Arctique

Nous examinerons les options d'acquisition de nouveaux véhicules adaptés à la glace, à la neige et à la toundra. Ces véhicules tout-terrain polyvalents seraient en mesure de fonctionner efficacement sur tous les terrains et dans toutes les conditions climatiques de l'Arctique. Ils permettraient aux forces armées de rester vigilantes dans les régions éloignées et tout le long du littoral canadien, et de mieux intervenir contre les activités non autorisées.

Permettre aux navires de patrouille extracôtiers et de l'Arctique d'utiliser les hélicoptères

Nous étudierons les possibilités pour permettre à nos navires de patrouille extracôtiers et de l'Arctique d'embarquer et d'utiliser nos hélicoptères maritimes en mer.

Défendre l'Amérique du Nord (contre l'intégration souhaitée avec les États-Unis militaristes à l'aide de F-35 monomoteurs à risque élevé de panne dans le Grand Nord)

Avions de détection aérienne avancée

Un investissement de 307 millions de dollars sur 20 ans pour l'acquisition d'avions de détection aérienne avancée qui amélioreront considérablement la capacité du Canada à détecter, suivre et hiérarchiser les menaces aériennes plus rapidement, à réagir plus vite et à mieux coordonner notre réponse avec les États-Unis, le cas échéant. Ils permettront au Canada de continuer à apporter des contributions concrètes au NORAD tout en soutenant nos alliés et nos partenaires dans le monde entier.

Missiles à longue portée pour l'Armée de terre (dangereux potentiel de provoquer des guerres avec l'OTAN, génératrices de millions de réfugiés)

Un investissement de 2,7 milliards de dollars sur 20 ans pour l'acquisition de missiles à longue portée pour permettre à nos forces de prévenir les menaces contre le Canada à une distance appropriée et d'atteindre des cibles à des distances supérieures à celles de nos adversaires au combat.

Contribution à la défense aérienne et antimissile intégrée (tous les essais d'anti-missiles se sont résolus aux États-Unis par des échecs totaux)

Nous étudierons les options pour veiller à ce que notre nouvel avion de détection aérienne avancée et de contrôle ainsi que les plates-formes précédemment annoncées, comme les navires de combat de surface canadiens, puissent contribuer aux efforts déployés en collaboration avec nos alliés visant à combattre ces nouveaux missiles qui se déplacent plus rapidement et selon des modèles plus imprévisibles.

Défenses aériennes basées au sol pour défendre les infrastructures essentielles

Nous étudierons aussi les possibilités d'acquisition de défenses aériennes basées au sol pour défendre les infrastructures essentielles contre un large éventail d'attaques aériennes, y compris les drones, les missiles et l'artillerie.

Missiles longue portée à lanceur aérien et maritime

Nous envisagerons la possibilité d'acquérir des missiles longue portée à lanceur aérien et maritime pour permettre à nos forces de prévenir les menaces contre le Canada à une distance appropriée et d'atteindre des cibles à des distances supérieures à celles de nos adversaires au combat.

Défendre les valeurs et les intérêts du Canada dans le monde

Maintien en puissance des navires militaires

Un investissement de 9,9 milliards de dollars sur 20 ans pour améliorer le soutien de nos flottes navales. Il s'agira notamment de prolonger la durée de vie des frégates de la classe Halifax et de préserver la capacité provisoire de ravitaillement en mer de la Marine royale canadienne. Ces investissements aideront le Canada à maintenir une flotte navale déployable à l'échelle mondiale et capable de soutenir l'OTAN et de participer, entre autres, à des opérations, des exercices, des entraînements et des activités de diplomatie de défense avec des alliés et des partenaires clés.

Communications par satellite dans le monde (d'accord avec une amélioration de nos satellites capteurs de signaux sur de possibles armements ou essais nucléaires dans le monde).

Un investissement de 5,5 milliards de dollars sur 20 ans pour l'acquisition d'une capacité globale de communication par satellite à l'échelle mondiale. En collaboration avec nos alliés, nous développerons conjointement un accès actualisé aux constellations de satellites (ce qui suit est du militarisme accru nocif) qui permettent aux forces armées d'opérer efficacement dans le monde entier, notamment en défendant mieux leurs communications contre le brouillage ou les perturbations causés par des adversaires lors de déploiements.

Modernisation des capacités de l'artillerie

Nous étudierons les possibilités de moderniser les capacités de notre artillerie, ce qui augmentera considérablement la protection de notre personnel en déploiement en lui donnant la capacité de frapper les positions ennemies de plus loin et dans un plus grand nombre de directions.

Mise à niveau ou remplacement des chars de combat principaux (le Canada, avec tous les pays insulaires, n'a aucun besoin de chars ni de véhicules blindés légers s'il continue à refuser les opérations de paix de l'ONU).

Nous étudierons les possibilités de mettre à niveau ou de remplacer nos chars de combat principaux, qui continuent d'avoir un effet décisif sur le champ de bataille moderne et demeurent essentiels pour mener des opérations terrestres contre des armées conventionnelles dotées de capacités de pointe.

Modernisation ou remplacement des véhicules blindés légers

Nous étudierons les possibilités de moderniser ou de remplacer notre flotte de véhicules blindés légers et d'établir un programme de production pour reconstituer notre flotte. Ce programme permettrait aussi à l'industrie d'investir dans une capacité de production de défense durable pour soutenir le Canada et ses alliés de l'OTAN.

Drones de surveillance et de frappe, et capacité de lutte anti-drones

Nous étudierons les possibilités d'acquérir une série de drones de surveillance et de frappe, ainsi qu'une capacité de lutte anti-drones.

- 30 -

Information Diana Ebadi Attachée de presse et conseillère en communications

Cabinet du ministre de la Défense nationale Courriel : Diana.Ebadi@forces.gc.ca

Relations avec les médias - Ministère de la Défense nationale

Téléphone : 613-904-3333 Courriel :mlo-blm@forces.gc.ca